LES ALLOBROGES GRENOBLE



Isabelle Peters, adjointe au maire de Grenoble.

Les élus communistes pour la gratuité

Avec un réseau et des horaires amplifiés et adaptés, plus d'usagér·ères des transports en commun, c'est moins de nécessité d'utiliser sa voiture. Et donc moins d'embouteillages et une ville plus apaisée.

C'est pourquoi nous, élus communistes à la ville de Grenoble, sommes favorables à la gratuité des transports en commun publics.

La décision appartient à la métropole et au Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise. Sur la base des engagements que nous avons pris devant les électeurs, nous travaillons à ce que ce choix politique devienne celui de la métropole.

Pour y parvenir, les citoyen·nes eux aussi doivent s'en mêler.

Le climat a besoin de décisions concrètes, au niveau de la planète, mais aussi localement.

Isabelle Peters

GRATUITÉ DES TRANSPORTS, L'URGENCE

Pollution, bouchons, pouvoir d'achat... la métropole de Grenoble doit passer à la gratuité des transports.

n 2020, l'engagement avait pris d'assurer la gratuité 7j/7 pour les plus précaires,

pour tous le week-end : mai 2021, toujours rien.

et

Et pourtant l'urgence d'une gratuité totale des transports publics est encore plus forte ici qu'ailleurs : l'agglomération grenobloise est classée sixième pour les bouchons, avec 26 heures perdues par an et par personne. Elle se fait pointer du doigt par la Commission européenne pour son niveau élevé de pollution.

L'importance du trafic automobile - 350 000 véhicules rentrent et sortent chaque jour de l'agglo - a des conséquences sur la santé et l'environnement, impacte fortement le budget des ménages en carburants, abonnements, est res-



Grenoble, pionnière du vélo, à la traîne de la gratuité?

ponsable de 145 décès par an.

À l'exemple d'Aubagne ou de Dunkerque, cette gratuité des transports en commun amé-

La ville de Grenoble doit agir à la Métro

liorerait la qualité de l'air. À Dunkerque on a sacrifié une autoroute urbaine, ici on élargit l'A480 à 300 M°€! Ce qui ne fera qu'augmenter trafic et pollution.

Laquelle contribue au réchauffement climatique dont nous allons de plus en plus souffrir (+2° d'ici 2050). Urgence donc!

Pourquoi Grenoble, ville pionnière des pistes cyclables, se trouve-t-elle à la traîne d'autres métropoles dans la mise en œuvre de la gratuité des transports en commun?

Ce passage serait pourtant facilité en raison d'un programme de développement ambitieux du réseau de transports publics (PDU 2030) déjà amélioré ces dernières décennies.

La ville de Grenoble doit peser de tout son poids à la métropole et au SMMAG pour que la décision soit prise de s'engager sans plus attendre sur la voie de la gratuité totale des transports en commun publics.

La gratuité, une réalité dans trente-cinq villes

La gratuité des transports en commun publics? En France, c'est déjà une réalité pour tous les usagers de trente-cinq villes. C'est le cas à Aubagne, Calais, Dunkerque – 200000 habitants –, Gap, Libourne, Niort, Porto-Vecchio, Puteaux, pour ne citer qu'elles.

D'autres agglomérations - Montpellier, Strasbourg - ont instauré une gratuité pour tous les usagers le week-end. A Rouen, le samedi. A Paris, les transports en commun sont devenus gratuits pour les Parisiens de moins de 18 ans.

Alors Grenoble capitale verte, ville en transition... Chiche, avec la gratuité!

FINANCER LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS, LES SOLUTIONS

Augmentation de la taxe versée par les entreprises et des financements publics, le choix de l'amélioration des conditions de vie

es transports collectifs rendent un grand service mais nécessitent de gros moyens financiers. Pour mettre en place la gratuité, il faut donc de l'argent.

Trois grandes ressources financent les transports publics en France.

La première et plus importante est le Versement Mobilité (VM). C'est une contribution des entreprises de plus de 10 salariés, proportionnelle aux salaires. Dans la métropole de Grenoble, c'est 2% de la masse salariale, ce qui apporte 108 M€.

La seconde est la participation financière de la Métropole et du Département, soit 22.5 M€, en forte baisse ces dernières années.

La dernière, que la gratuité



Améliorer la qualité de l'air.

supprime, est la billetterie avec 38 millions d'euros.

Les entreprises, ce sont donc 61% des recettes de fonctionnement, la contribution des collectivités 13% et les usagers seulement 22%.

A première vue il faut 38 M€ pour financer la gratuité mais

50 millions d'euros

il y aura des économies sur la billetterie. Cependant la fréquentation augmentera et il faudra plus de trams et bus. Car oui, la mesure est efficace! Au final il faut près de 50 M€. Le taux de 2% du VM est le maximum légal. Si la loi l'augmente à 2,9% – comme en Île de France –, cela rapportera 49 M€, assez pour la gratuité.

Le combat est national. Et cela ne coûtera pas si cher aux entreprises qui ne rembourseront plus à leurs salariés 50 % des abonnements. Il faut aussi que l'État paie ce qu'il doit aux collectivités locales pour qu'elles investissent dans le réseau.

En attendant, la gratuité du week-end ne demande pas de grosses dépenses supplémentaires : les transports sont sous-utilisés les samedis et dimanches.

Un choix politique que soutiennent les communistes.



Pour les transports, le Printemps isérois

Les élections départementales auront lieu les 20 et 27 juin prochains. Aurélien Gaillard (PCF) est candidat remplaçant dans le canton de Grenoble III. Il se présente dans le cadre du quadrinome qui porte les couleurs du Printemps isérois avec Pauline Couvent (EELV), Simon Billouet (FI) et Sylvie Barnezet (Go citoyenneté). Le Printemps isérois, c'est un programme et des candidats issus de toute la gauche avec un objectif : rompre avec la politique de la droite qui gère le département depuis cinq ans.

Et un engagement : que le conseil départemental reprenne sa juste place dans le financement des transports en commun de l'aire grenobloise, qui va de Voiron au Grésivaudan. Car la droite, c'est le choix de la voiture à tout prix.

Région : le choix des trains du quotidien

Un RER à la grenobloise avec des dessertes régulières de Voiron à Brignoud et Clelles, c'est un choix politique.

Le conseil régional a la responsabilité des transports. Les transports en commun, le développement de ces services publics, c'est l'un des engagements majeurs des candidats de la liste conduite par Cécile Cukierman (PCF, LFI) lors de l'élection régionale des 20 et 27 juin prochains.



Ne pas jeter sur la voie publique RC Grenoble 56b 161